Candidature de Jean-Claude SEBAG

La décision du Mouvement Fédéraliste Européen de présenter un candidat pour défendre devant les électeurs français les thèses fédéralistes est à la fois un acte de révolte et un acte d'espoir.

Révolte devant l'impuissance des gouvernements à réaliser une unité européenne dont tous se réclament, mais organisent simultanément le sabotage des institutions qui pourraient en être l'embryon. Quinze ans après sa création le Marché Commun, miné par les coups de boutoir des Etats crispés sur leur pseudo-souveraineté, et notamment par le gouvernement français qui a imposé la règle de l'unanimité et refuse l'élection du Parlement européen au suffrage universel, sapé par l'affrontement incessant des égoïsmes nationaux, est devenu le symbole de la division et de l'impuissance européenne.

Révolte devant le refus du gouvernement français de prendre en considération les justes revendications de régions étouffées par un appareil centralisateur napoléonien, pillées par une organisation coloniale de l'économie, baillonnées dans leurs moyens d'expression culturelle, bernées par un simulacre de régionalisation.

Révolte devant le mépris témoigné à tous ceux qui, las de subir les décrets arbitraires de pouvoirs sans contrôle, réclament une participation authentique aux décisions qui les concernent, tant au niveau national où ils refusent de se reconnaître dans un Parlement humilié et un gouvernement sans responsabilité, que dans les entreprises dont ils récusent la soumission aux seuls intérêts du capital, dans les universités incapables de s'ouvrir aux problèmes du temps, et d'une manière générale dans une machine sociale qui n'a d'autre finalité que le profit.

Election du Président de la République Française
Scrutin des 5 et 19 mai 1974

La situation n'est cependant pas désespérée.

La faillite des Etats nationaux, l'impuissance des partis politiques qui les colonisent, la vanité des idéologies qui les inspirent, ouvrent la voie à un vaste mouvement populaire qui canalise la révolte, organise les aspirations, mobilise les énergies pour la construction d'une société nouvelle à l'échelle de l'époque, d'une Cité plus humaine à la mesure de l'homme.

Les fédéralistes engagés depuis plus de trente ans dans la réflexion et dans l'action savent où sont leurs adversaires et quels sont leurs combats. La campagne présidentielle leur donne la parole. Voici leur programme.

CONTRE

- La division de l'Europe en Etats soi-disant souverains, en réalité impuissants à maîtriser leur destin, à assurer leur sécurité, à faire entendre leur voix sur tous les grands problèmes de la politique mondiale.

- Le chacun-pour-soi stérile des Etats en matière d'économie, de monnaie, de politique énergétique, de politique sociale.

- L'exploitation du « Tiers-Monde », une aide dispensée à des fins mercantiles ou de prestige national.

- L'aliénation des travailleurs par le capitalisme privé ou étatique.

- L'emprise des grands monopoles, une société à préoccupation exclusivement économique, le conditionnement par la publicité.

- La centralisation bureaucratique et abusive de l'Etat français, ayant pour effet une véritable colonisation des régions et des minorités culturelles.

- L'Université fermée sur elle-même, simple instrument de la transmission du savoir et de l'éducation de classe.

Dans un monde où régnent oppression et aliénation, il faut instaurer une société d'hommes libres, responsables et solidaires : la *société fédéraliste.* Il s'agit de :

- reconnaître une *autonomie réelle à toutes les collectivités humaines* (culturelles, sociales, économiques, territoriales) ;

- garantir à chacune d'elles les *pouvoirs qu'elle peut exercer efficacement ;*

- organiser la *délégation des autres pouvoirs* à des collectivités plus larges.

POUR

- Les ETATS-UNIS d'EUROPE : un **gouvernement fédéral européen,** un **pouvoir législatif** (une Assemblée élue au suffrage universel direct, une Chambre des Etats et des Régions, un Conseil économique et social), un **pouvoir juridictionnel** (Cour suprême, garante des droits des personnes et des collectivités).

- Une véritable **solidarité européenne,** assurée par l'exercice des compétences de l'**Etat fédéral** dans les domaines où les Etats-nations ne sont plus capables d'exercer effectivement leur souveraineté : politique étrangère, défense, économie et énergie, monnaie, politique de justice et de progrès social.

- Une **politique européenne du développement,** redistribuant efficacement une fraction substantielle du revenu de nos pays au profit des pays pauvres, et permettant à ceux-ci de vendre leurs matières premières à des prix équitables.

- Une redistribution des pouvoirs au sein de l'entreprise, véritable **communauté de travail,** assurant la **participation authentique de tous à l'organisation et à la gestion.**

- Une **planification** démocratiquement élaborée à tous les niveaux d'autonomie et fondée sur les besoins réels de la société ; un **contrôle au niveau européen des sociétés multinationales.**

- Des **régions dotées d'un pouvoir législatif** (Assemblée élue au suffrage universel, Conseil économique, social et culturel) et d'un **pouvoir exécutif** émanant d'elles, disposant de **ressources financières propres** leur permettant de définir un plan d'investissement et d'emploi.

- Une Université démocratisée, aux structures fédéralistes, ouverte à tous les courants d'idées et préparant à l'exercice des responsabilités.

Contre une conception périmée de la souveraineté des Etats qui masquent derrière des faux-semblants et des incantations européennes sans lendemain, leur impuissance à affronter les problèmes qui ne sont plus à leur échelle, le fédéralisme propose une société nouvelle, à la mesure de notre temps :
la Fédération Européenne.

Contre une conception abstraite du citoyen, écrasé par l'arbitraire d'un pouvoir technocratique et bureaucratique, le fédéralisme propose une société nouvelle d'hommes responsables, prenant en main leur destin au sein de toutes les communautés de vie et de travail :
la Société Fédéraliste.

Contre une conception jacobine de la France, qui nie la richesse de ses diversités culturelles et humaines au nom d'une centralisation forcenée et inefficace, le fédéralisme propose une France nouvelle, fondant sur la reconnaissance des autonomies régionales et locales et la libre organisation de leurs solidarités, les bases d'une véritable unité :
la France fédérale.

Ce combat est révolutionnaire. De votre engagement à nos côtés dépend son succès.

Jean-Claude SEBAG
Né le 8 novembre 1943 à Mostaganem
Avocat à la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence
Chargé de cours à l'Institut Européen des Hautes Etudes Internationales de Nice
SECRETAIRE GENERAL du MOUVEMENT FEDERALISTE EUROPEEN